



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AUDE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N° 11 - JANVIER 2018

PUBLIÉ LE 22 JANVIER 2018

DDTM

- SPRISR
- SPRISR/USR
- SUEDT-UFB

DIRECCTE

- UD11

DREAL

- UD11-66

# SOMMAIRE

## DDTM SPRISR

Arrêté préfectoral n° DDTM-SPRISR-2017-041 portant attribution d'une subvention de l'État à M. Guy ASSENS pour les mesures de réduction de la vulnérabilité sur plan de prévention du risque inondation.....1

Arrêté préfectoral n° DDTM-SPRISR-2017-042 portant attribution d'une subvention de l'État à M. Alain VILANOVE pour les mesures de réduction de la vulnérabilité sur plan de prévention du risque inondation.....5

## SPRISR/USR

Arrêté temporaire n° DDTM-SPRISR-USR-2018-001 portant réglementation de la circulation sur l'A9.....9

## SUEDT-UFB

Arrêté n° DDTM-SUEDT-UFB-2018-006 modifiant l'arrêté d'agrément de l'ACCA et fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de RIVEL.....12

## DIRECCTE UD11

Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP 200 056 406 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - SAD SIAS des Pyrénées Audoises à QUILLAN.....17

Arrêté modificatif portant agrément d'un organisme de services à la personnes N° SAP 200 056 406 - SAD SIAS des Pyrénées Audoises à QUILLAN.....19

## DREAL UD11-66

Arrêté préfectoral n° 2018-002 portant agrément de M. GUIRAUD Jean-Pierre à PIEUSSE pour ses installations de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage – Agrément n° PR-11-000 18 D.....21



## PRÉFET DE L'AUDE

### ***Arrêté préfectoral n° DDTM-SPRISR-2017-041 portant attribution d'une subvention de l'Etat à M. Guy ASSENS pour les mesures de réduction de la vulnérabilité sur plan de prévention du risque inondation***

LE PREFET DE L'AUDE  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique,

**VU** le décret n° 75-1164 du 16 décembre 1975 portant classement des investissements et les textes qui l'ont modifié,

**VU** le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat,

**VU** le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement, modifié par le décret n° 2003-367 du 18 avril 2003,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 24 février 2017 portant nomination de M. Alain THIRION en qualité de préfet de l'Aude à compter du 20 mars 2017,

**VU** l'arrêté du ministre délégué au budget du 29 juillet 1996 définissant les modalités de contrôle financier déconcentré en application du décret n° 96-629 du 16 juillet 1996,

**VU** l'arrêté interministériel du 5 juin 2003 relatif à la constitution du dossier pour une demande de subvention de l'Etat pour un projet d'investissement,

**VU** l'arrêté interministériel du 20 juin 2014 du budget du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire relatif au financement des études et travaux de prévention définis et rendus obligatoires par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé.

**VU** la circulaire n° IC 00-449 du 19 octobre 2000, prise pour l'application du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissements,

**VU** la demande d'aide déposée le 13 décembre 2017 à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer par M. Guy ASSENS, le dossier ayant été déclaré complet par accusé de réception du 14 décembre 2017,

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aude,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 : OBJET

Une aide de l'Etat d'un montant de 1 171,20 euros est attribuée à Guy ASSENS domicilié au 10 rue Hector BERLIOZ - 11130 Sigean, pour l'opération suivante :

#### « Fourniture de 5 batardeaux »

Les caractéristiques de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrites dans les annexes techniques et financières (précisant notamment le coût de l'opération, le plan de financement, le calendrier prévisionnel de réalisation...) jointes au présent arrêté.

### ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

**2.1 Imputations budgétaire** : l'aide de l'Etat est imputée sur le fonds Barnier (Budget 2TG, chapitre 04 61 article 74)

**2.2 Coût de l'opération** : Le montant de la dépense subventionnable est de 2 928,00 euros TTC.

**2.3 Montant et taux de l'aide** : le montant maximal de la subvention est de 1 171,20 euros correspondant à un taux de 40 % appliqué au montant subventionnable.

### ARTICLE 3 : SERVICE RESPONSABLE

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude / Service Prévention des Risques et Sécurité Routière (105 boulevard Barbès – 11838 Carcassonne Cédex 9) est désignée comme responsable et correspondant unique du bénéficiaire.

### ARTICLE 4 : COMMENCEMENT D'EXECUTION ET DUREE DE L'OPERATION

- Le présent arrêté prend effet à la date de sa signature.
- Le bénéficiaire dispose d'un délai de 2 ans, à compter de la notification du présent arrêté, pour commencer l'opération. Il doit informer le service responsable cité à l'article 3 de ce commencement d'exécution.
- Le défaut de commencement de l'opération, dans le délai précité, entraîne la caducité du présent arrêté (sauf autorisation de report limitée à un an, par arrêté modificatif, sur demande justifiée du bénéficiaire avant l'expiration de ce délai).
- L'opération devra être terminée dans un délai de quatre ans, à compter de la déclaration de début d'exécution (sauf prorogation accordée par arrêté pour une période ne pouvant excéder quatre ans, en cas de nécessité, justifiée par le bénéficiaire avant l'expiration du délai initial, lié à la complexité du projet ou à des circonstances particulières ne relevant pas de son fait, et à condition que le projet ne soit pas dénaturé).

## **ARTICLE 5 : MODALITES DE PAIEMENT**

**5.1 Le paiement** de l'aide intervient, sous réserve de la disponibilité des crédits, sur justification de la réalisation de l'opération.

**5.2 L'ordonnateur secondaire délégué** est le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude.

**5.3 Le comptable payeur** est le Directeur Départemental des finances publiques de l'Aude.

### **5.4 Calendrier des paiements :**

Versement :

- d'acomptes pouvant atteindre jusqu'à 80 % du montant maximum prévisionnel de l'aide, sur justificatif des dépenses.
- du solde de 20 % minimum, calculé au prorata des dépenses effectivement encourues et dans la limite du montant prévisionnel de l'aide, déduction faite de l'avance et des acomptes antérieurement versés.

Les versements des acomptes et du solde sont effectués sur production par le bénéficiaire de la justification des dépenses réalisées sur la base des factures acquittées, accompagnés d'un état récapitulatif, qu'il certifie exact, et d'une déclaration par laquelle il précise le montant et l'origine des aides qui lui ont permis de réaliser finalement son projet.

La demande de paiement du solde et les pièces justificatives et factures acquittées des dépenses doivent être impérativement déposées dans les deux mois suivant la fin du délai d'exécution de l'opération.

**5.5 Compte à créditer :** Les paiements seront versés au compte ouvert au nom de :

Titulaire : M Guy ASSENS

## **ARTICLE 6 : SUIVI**

L'opération sera réalisée selon le plan de financement et le plan de réalisation mentionnés dans les annexes techniques et financières jointes au présent arrêté.

Le bénéficiaire est tenu d'informer régulièrement le service responsable de l'avancement de l'opération. A cet effet, le calendrier annexé au présent arrêté, avec en corollaire la remontée des factures et autres justificatifs certifiés des dépenses, doit être respecté.

En cas de modification du plan de réalisation ou du plan de financement, le bénéficiaire doit communiquer les éléments au service responsable mentionné à l'article 3.

En cas d'abandon de l'opération, le bénéficiaire est tenu d'en informer le même service pour permettre la clôture de l'opération.

## **ARTICLE 7 : REDUCTION, REVERSEMENT, RESILIATION**

**7.1** Il sera mis fin à l'aide, et le reversement partiel ou total des sommes versées sera exigé en cas de refus d bénéficiaire de se soumettre aux contrôles ou de non respect des clauses du présent arrêté, en particulier :

- de non exécution partielle ou totale de l'opération ;
- de différence constatée entre les plans de financement initial et final induisant un dépassement du taux maximum du cumul des aides publiques directes ;

- de changement dans l'objet de la subvention ou dans l'affectation de l'investissement sans autorisation préalable expresse donnée dans les mêmes formes que la décision attributive ;
- de dépassement du délai d'exécution de quatre ans, prévu à l'article 4.

**7.2** Le bénéficiaire qui souhaite abandonner son projet peut demander l'annulation de l'arrêté.

Il devra dans ce cas, procéder, s'il y a lieu au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais, et au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

## **ARTICLE 8 : LITIGES**


En cas de litige, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Montpellier.

## **ARTICLE 9 :**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude, le directeur départemental des finances publiques de l'Aude sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

CARCASSONNE, le 21 DEC. 2017

Le Préfet,



Alain THIRION



PRÉFET DE L'AUDE

**Arrêté préfectoral n° DDTM-SPRISR-2017-042 portant attribution d'une subvention de l'Etat à M. Alain VILANOVE pour les mesures de réduction de la vulnérabilité sur plan de prévention du risque inondation**

LE PREFET DE L'AUDE  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique,

**VU** le décret n° 75-1164 du 16 décembre 1975 portant classement des investissements et les textes qui l'ont modifié,

**VU** le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat,

**VU** le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement, modifié par le décret n° 2003-367 du 18 avril 2003,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 24 février 2017 portant nomination de M. Alain THIRION en qualité de préfet de l'Aude à compter du 20 mars 2017,

**VU** l'arrêté du ministre délégué au budget du 29 juillet 1996 définissant les modalités de contrôle financier déconcentré en application du décret n° 96-629 du 16 juillet 1996,

**VU** l'arrêté interministériel du 5 juin 2003 relatif à la constitution du dossier pour une demande de subvention de l'Etat pour un projet d'investissement,

**VU** l'arrêté interministériel du 20 juin 2014 du budget du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire relatif au financement des études et travaux de prévention définis et rendus obligatoires par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé.

**VU** la circulaire n° IC 00-449 du 19 octobre 2000, prise pour l'application du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissements,

**VU** la demande d'aide déposée le 14 décembre 2017 à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer par M. Alain VILANOVE, le dossier ayant été déclaré complet par accusé de réception du 15 décembre 2017,

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aude,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 : OBJET

Une aide de l'Etat d'un montant de 2 797,08 euros est attribuée à Alain VILANOVE domicilié au 3 rue de l'Amayet - 11130 Sigean, pour l'opération suivante :

#### « Fourniture de batardeaux et installation d'un clapet anti- retour »

Les caractéristiques de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrites dans les annexes techniques et financières (précisant notamment le coût de l'opération, le plan de financement, le calendrier prévisionnel de réalisation...) jointes au présent arrêté.

### ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

**2.1 Imputations budgétaire :** l'aide de l'Etat est imputée sur le fonds Barnier (Budget 2TG, chapitre 04 61 article 74)

**2.2 Coût de l'opération :** Le montant de la dépense subventionnable est de 6 992,70 euros TTC.

**2.3 Montant et taux de l'aide :** le montant maximal de la subvention est de 2 797,08 euros correspondant à un taux de 40 % appliqué au montant subventionnable.

### ARTICLE 3 :SERVICE RESPONSABLE

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude / Service Prévention des Risques et Sécurité Routière (105 boulevard Barbès – 11838 Carcassonne Cédex 9) est désignée comme responsable et correspondant unique du bénéficiaire.

### ARTICLE 4 : COMMENCEMENT D'EXECUTION ET DUREE DE L'OPERATION

- Le présent arrêté prend effet à la date de sa signature.
- Le bénéficiaire dispose d'un délai de 2 ans, à compter de la notification du présent arrêté, pour commencer l'opération. Il doit informer le service responsable cité à l'article 3 de ce commencement d'exécution.
- Le défaut de commencement de l'opération, dans le délai précité, entraîne la caducité du présent arrêté (sauf autorisation de report limitée à un an, par arrêté modificatif, sur demande justifiée du bénéficiaire avant l'expiration de ce délai).
- L'opération devra être terminée dans un délai de quatre ans, à compter de la déclaration de début d'exécution (sauf prorogation accordée par arrêté pour une période ne pouvant excéder quatre ans, en cas de nécessité, justifiée par le bénéficiaire avant l'expiration du délai initial, lié à la complexité du projet ou à des circonstances particulières ne relevant pas de son fait, et à condition que le projet ne soit pas dénaturé).



## **ARTICLE 5 : MODALITES DE PAIEMENT**

**5.1 Le paiement** de l'aide intervient, sous réserve de la disponibilité des crédits, sur justification de la réalisation de l'opération.

**5.2 L'ordonnateur secondaire délégué** est le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude.

**5.3 Le comptable payeur** est le Directeur Départemental des finances publiques de l'Aude.

### **5.4 Calendrier des paiements :**

Versement :

- d'acomptes pouvant atteindre jusqu'à 80 % du montant maximum prévisionnel de l'aide, sur justificatif des dépenses.
- du solde de 20 % minimum, calculé au prorata des dépenses effectivement encourues et dans la limite du montant prévisionnel de l'aide, déduction faite de l'avance et des acomptes antérieurement versés.

Les versements des acomptes et du solde sont effectués sur production par le bénéficiaire de la justification des dépenses réalisées sur la base des factures acquittées, accompagnés d'un état récapitulatif, qu'il certifie exact, et d'une déclaration par laquelle il précise le montant et l'origine des aides qui lui ont permis de réaliser finalement son projet.

La demande de paiement du solde et les pièces justificatives et factures acquittées des dépenses doivent être impérativement déposées dans les deux mois suivant la fin du délai d'exécution de l'opération.

**5.5 Compte à créditer** : Les paiements seront versés au compte ouvert au nom de :

Titulaire : M. Alain Vilanove

## **ARTICLE 6 : SUIVI**

L'opération sera réalisée selon le plan de financement et le plan de réalisation mentionnés dans les annexes techniques et financières jointes au présent arrêté.

Le bénéficiaire est tenu d'informer régulièrement le service responsable de l'avancement de l'opération. A cet effet, le calendrier annexé au présent arrêté, avec en corollaire la remontée des factures et autres justificatifs certifiés des dépenses, doit être respecté.

En cas de modification du plan de réalisation ou du plan de financement, le bénéficiaire doit communiquer les éléments au service responsable mentionné à l'article 3.

En cas d'abandon de l'opération, le bénéficiaire est tenu d'en informer le même service pour permettre la clôture de l'opération.

## **ARTICLE 7 : REDUCTION, REVERSEMENT, RESILIATION**

**7.1** Il sera mis fin à l'aide, et le reversement partiel ou total des sommes versées sera exigé en cas de refus d bénéficiaire de se soumettre aux contrôles ou de non respect des clauses du présent arrêté, en particulier :

- de non exécution partielle ou totale de l'opération ;
- de différence constatée entre les plans de financement initial et final induisant un dépassement du taux maximum du cumul des aides publiques directes ;

- de changement dans l'objet de la subvention ou dans l'affectation de l'investissement sans autorisation préalable expresse donnée dans les mêmes formes que la décision attributive ;
- de dépassement du délai d'exécution de quatre ans, prévu à l'article 4.

**7.2** Le bénéficiaire qui souhaite abandonner son projet peut demander l'annulation de l'arrêté.

Il devra dans ce cas, procéder, s'il y a lieu au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais, et au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

## **ARTICLE 8 : LITIGES**

En cas de litige, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Montpellier.

## **ARTICLE 9 :**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude, le directeur départemental des finances publiques de l'Aude sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

CARCASSONNE, le 21 DEC. 2017

Le Préfet,  
Le Préfet,

Alain THIRION



PREFECTURE DE L'AUDE

**Arrêté temporaire n° DDTM/SPRISR/USR/2018-001 portant réglementation de la circulation sur l'A9**

LE PREFET DE L'AUDE  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le Décret du 24 février 2017, portant nomination de M.Alain THIRION en qualité de préfet de l'Aude à compter du 20 mars 2017,

**VU** le Décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

**VU** le Code de la Route et notamment les articles R. 411-9 et R. 411-4-8,

**VU** le décret du 07 février 1992 approuvant la convention passée entre l'État et la société Autoroutes du Sud de la France en vue de la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation d'autoroutes ; et ensemble les décrets des 10 mai 1996, 18 novembre 1997, 26 décembre 1997, 29 décembre 1997, 30 décembre 2000, 30 novembre 2001, 29 juillet 2004, 15 mai 2007 et 22 mars 2010 approuvant les avenants à cette convention et au cahier des charges annexé

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, 8° partie, signalisation temporaire, approuvée par arrêté ministériel du 5 et 6 novembre 1992,

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 31 mars 1998 portant réglementation de la circulation sous chantier sur l'autoroute A9 et l'autoroute A61 dans la traversée du département de l'Aude,

**VU** l'arrêté préfectoral N° DDTM/SPRISR/USR/2016-029 en date du 10 Mai 2016 portant réglementation provisoire de police sur l'autoroute A9 et l'autoroute A61 dans la traversée du département de l'Aude,

**VU** l'avis de GCA en date du :11 janvier 2018

**VU** l'avis du Colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Aude en date du : 17 janvier 2018

**VU** l'arrêté préfectoral N° DCT-BCI-2017-064 en date du 20 mars 2017 du Préfet de l'Aude donnant délégation de signature à M. Jean François DESBOUIS , Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude,

VU la décision n° 2017-067 du Directeur Départemental des territoires et de la Mer de l'Aude en date du 20 septembre 2017 donnant subdélégation de signature à certains agents de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude.

**CONSIDERANT** qu'il importe de prendre toutes les dispositions en vue d'assurer la sécurité des usagers ainsi que celle des agents de la société Autoroutes du Sud de la France et de l'entreprise chargée des travaux et de réduire au minimum les entraves à la circulation du fait des travaux d'amélioration de la bifurcation entre les autoroutes A9 et A61,

## ARRETE

### ARTICLE 1

Pour permettre la réalisation d'études de structure des chaussées par carottages et également l'analyse des caractéristiques dimensionnelles des ouvrages et équipements sur l'autoroute A9 du pk 192 au 175.614 dans les 2 sens de circulation, la société Autoroutes du Sud de la France est autorisée à effectuer, les restrictions de circulation décrites dans l'article 3.

### ARTICLE 2

Les travaux se situent sur les communes de Narbonne, Armissan, Vinassan, Salles d'Aude, Fleury d'Aude.

Ils sont réalisés de 21h à 7h du 22 janvier au 9 février 2018.

Ils concernent la chaussée en section courante de l'autoroute A9 du pk 175.614 au pk 192 dans les deux sens de circulation.

### ARTICLE 3

Le mode d'exploitation retenu sur ce chantier consiste à neutraliser deux voies de circulation.

Sur toute la zone de chantier la vitesse est limitée à 110 km/h quand une voie sera neutralisée et à 90 km/h lorsque deux voies seront neutralisées.

Les usagers seront informés de ces travaux par des messages affichés sur les panneaux à messages variables en section courante.

L'information sera relayée par le biais de Radio Vinci Autoroutes 107.7.

### ARTICLE 4

Si les conditions météorologiques ou des problèmes techniques ne permettent pas de réaliser les travaux durant les nuits du 22 janvier au 9 février 2018, les dispositions prévues et indiquées à l'article 3 peuvent être reportées à la première date permettant leur réalisation dans les mêmes conditions.

#### **ARTICLE 5**

Par dérogation à l'arrêté permanent d'exploitation sous chantier en date du 19 mars 1998, la distance entre 2 zones de chantier peut être ramenée à minima à 2 km.

La distance entre le chantier objet du présent arrêté et tout autre chantier organisé pour des travaux d'exploitation peut être ramenée à 2 km et à 0 Km en cas de chantier d'urgence.

La longueur de chantier pourra atteindre 10 km.

#### **ARTICLE 6**

La signalisation de chantier nécessaire à ces restrictions de circulation (panneaux, cônes de signalisation de type K5a, ...) est mise en place par la société Autoroutes du Sud de la France conformément à la réglementation en vigueur relative à la signalisation temporaire sur autoroute.

En plus de toute signalisation définie ci-dessus, l'entreprise chargée de l'exécution des travaux prend les mesures de protection et de signalisation utiles, sous le contrôle des services de la Société Autoroutes du Sud de la France.

#### **ARTICLE 7**

M le Secrétaire Général de la Préfecture, M le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude, le colonel commandant de Groupement de Gendarmerie, M le Directeur Régional des Services de l'Exploitation de Narbonne de la Société Autoroutes du Sud de la France, M le Directeur de l'entreprise chargée des travaux, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont copie sera adressée au Service du Contrôle des Sociétés Concessionnaires d'Autoroutes et au Centre Régional d'Information et Coordination Routière.

A Carcassonne, le 18 janvier 2018

Pour le préfet et par délégation  
Monsieur le Directeur Départemental des  
Territoires et de la Mer de l'Aude,  
La chef du Service  
Prévention des Risques  
et Sécurité Routière

  
**Sabrina KLEIN**

LE PREFET DE L'AUDE

**Arrêté n° DDTM-SUEDT-UFB-2018-006**  
**modifiant l'arrêté d'agrément de l'ACCA et fixant la liste des terrains devant être soumis**  
**à l'action de l'association communale de chasse agréée**  
**de RIVEL**

Le Préfet de l'Aude,

Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU les articles L 422-2 à L 422-23 du Code de l'Environnement ;

VU les articles R 422-1 à R 422-81 du Code de l'Environnement fixant les conditions de constitution des associations communales et intercommunales de chasse agréées et notamment l'article R 422-32 ;

VU l'arrêté n° DCT-BCI-2015-064 du 20/03/2017 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-François DESBOUIS, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude ;

VU la décision n° 2017-067 du 20/09/2017 donnant subdélégation de signature à certains agents de la DDTM de l'Aude;

VU l'arrêté ministériel du 16 janvier 1986, ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de **RIVEL**;

VU l'arrêté d'agrément de l'ACCA de **RIVEL** du 13 octobre 1987 ;

VU l'arrêté du 20/12/2005 modifiant le territoire de chasse de l'ACCA de **RIVEL**;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aude ;

ARRETE

**ARTICLE 1**

Il est ajouté à l'arrêté d'agrément de l'ACCA de **RIVEL** deux articles et deux annexes :

« **ARTICLE 1Bis**- Les terrains désignés en annexe I, à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L 424-3 du code de l'environnement, sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de **RIVEL**. Ils sont compris dans son territoire.

**ARTICLE 1Ter** - Les terrains désignés en annexe II sont des enclaves au sens de l'article R 422-59 du code de l'environnement. Par application de l'article R 422-60 du code de l'environnement, le droit de chasse sur ces terrains est dévolu à l'association de chasse agréée **RIVEL** pour être obligatoirement cédé par celle-ci à la fédération départementale des chasseurs de l'Aude si cette dernière en fait la demande. »

**ARTICLE 2**

Monsieur le maire de la commune de **RIVEL** est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :**

L'arrêté du 20 décembre 2005 est annulé.

**ARTICLE 4 :**

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif de MONTPELLIER dans un délai de deux mois suivant sa notification ou sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours emporte le rejet de cette demande).

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

CARCASSONNE, le 15 janvier 2018

Pour le Préfet, et par délégation  
L'Adjoint au Chef du Service Urbanisme,  
Environnement et Développement du Territoire

  
MALIK AIT-AISSA



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Circulaire F/3/C 4 560  
du 8 août 1967

**ANNEXE I A L'ARRETE PREFECTORAL DU 15/01/2018  
MODIFIANT LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE  
SOU MIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE  
CHASSE AGREEE DE : RIVEL**

Modèle 11bis

**Terrains à comprendre dans le territoire de l'association à sa demande**  
(Voir observations au verso)

COMMUNE 1	DESIGNATION DES TERRAINS 3																																				
RIVEL	<p>Tout le territoire de la commune de <b>RIVEL</b> est soumis à l'action de l'A.C.C.A.: soit :... 2430 ha</p> <p><b><u>A l'exception de :</u></b></p> <p>- Zone des 150 m autour des villages: 200 ha</p> <p>- Zone d'habitation : 44 ha</p> <p><b><u>Liste des oppositions et des apports :</u></b></p> <table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="288 1077 555 1122">Propriétaire :</th> <th data-bbox="560 1077 699 1122">Section :</th> <th data-bbox="703 1077 1273 1122">Parcelles :</th> <th data-bbox="1278 1077 1426 1122">Superficie (ha) :</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td colspan="4" data-bbox="288 1128 1426 1173"><b><u>Oppositions :</u></b></td> </tr> <tr> <td data-bbox="288 1189 555 1256">GF de SAINT COLOMBE</td> <td data-bbox="560 1189 699 1256">E</td> <td data-bbox="703 1189 1273 1256">29 - 34 à 54 - 59 à 69 - 76</td> <td data-bbox="1278 1189 1426 1256">583.2406</td> </tr> <tr> <td data-bbox="288 1279 555 1368">CALVET Alain</td> <td data-bbox="560 1279 699 1368">WD WL</td> <td data-bbox="703 1279 1273 1368">24 - 25 - 27 24 à 27</td> <td data-bbox="1278 1279 1426 1368">31.4257</td> </tr> <tr> <td data-bbox="288 1391 555 1592">GF des CASTELLASSES</td> <td data-bbox="560 1391 699 1592">B  WB</td> <td data-bbox="703 1391 1273 1592">47 à 61 - 105 à 113 - 127 à 156 - 164 à 167 - 201 à 211 - 215 - 216 - 221 à 223 - 227 - 247 - 248 - 251 à 270 - 273 à 276 - 278 - 279 - 450 à 486 - 524 - 525 - 529 à 536 - 544 102 à 109</td> <td data-bbox="1278 1391 1426 1592">51.2507</td> </tr> <tr> <td data-bbox="288 1615 555 1839">BOULBET Jean- Claude</td> <td data-bbox="560 1615 699 1839">WH  WI WK</td> <td data-bbox="703 1615 1273 1839">17  1 - 2 - 16 à 20 - 25 - 26 - 28 à 30 - 38 à 44 - 48 - 52 - 55 - 64 à 66 - 70 - 112 21 - 23 à 25 - 46 - 47 - 51 - 52 - 54 - 55 - 57 - 61 - 62 - 64 - 66 - 67 - 117</td> <td data-bbox="1278 1615 1426 1839">49.9267</td> </tr> <tr> <td data-bbox="288 1861 555 1973">ILHAT Marc Ilot N-E</td> <td data-bbox="560 1861 699 1973">B</td> <td data-bbox="703 1861 1273 1973">348 à 351 - 353 - 359 à 363 - 365 - 379 - 381 - 382 - 412 - 553 - 555 - 571</td> <td data-bbox="1278 1861 1426 1973">33.7865</td> </tr> <tr> <td data-bbox="288 1995 555 2107">ILHAT Guy</td> <td data-bbox="560 1995 699 2107">A WA</td> <td data-bbox="703 1995 1273 2107">24 - 25 - 27 - 30 - 45 à 47 - 265 - 274 à 279 - 346 - 1018 - 1057 à 1063 10</td> <td data-bbox="1278 1995 1426 2107">25.4754</td> </tr> <tr> <td data-bbox="288 2130 555 2199">ILHAT Richard</td> <td data-bbox="560 2130 699 2199">A</td> <td data-bbox="703 2130 1273 2199">370 - 371 - 374 à 377 - 714</td> <td data-bbox="1278 2130 1426 2199">21.1320<sup>14</sup></td> </tr> </tbody> </table>	Propriétaire :	Section :	Parcelles :	Superficie (ha) :	<b><u>Oppositions :</u></b>				GF de SAINT COLOMBE	E	29 - 34 à 54 - 59 à 69 - 76	583.2406	CALVET Alain	WD WL	24 - 25 - 27 24 à 27	31.4257	GF des CASTELLASSES	B  WB	47 à 61 - 105 à 113 - 127 à 156 - 164 à 167 - 201 à 211 - 215 - 216 - 221 à 223 - 227 - 247 - 248 - 251 à 270 - 273 à 276 - 278 - 279 - 450 à 486 - 524 - 525 - 529 à 536 - 544 102 à 109	51.2507	BOULBET Jean- Claude	WH  WI WK	17  1 - 2 - 16 à 20 - 25 - 26 - 28 à 30 - 38 à 44 - 48 - 52 - 55 - 64 à 66 - 70 - 112 21 - 23 à 25 - 46 - 47 - 51 - 52 - 54 - 55 - 57 - 61 - 62 - 64 - 66 - 67 - 117	49.9267	ILHAT Marc Ilot N-E	B	348 à 351 - 353 - 359 à 363 - 365 - 379 - 381 - 382 - 412 - 553 - 555 - 571	33.7865	ILHAT Guy	A WA	24 - 25 - 27 - 30 - 45 à 47 - 265 - 274 à 279 - 346 - 1018 - 1057 à 1063 10	25.4754	ILHAT Richard	A	370 - 371 - 374 à 377 - 714	21.1320 <sup>14</sup>
Propriétaire :	Section :	Parcelles :	Superficie (ha) :																																		
<b><u>Oppositions :</u></b>																																					
GF de SAINT COLOMBE	E	29 - 34 à 54 - 59 à 69 - 76	583.2406																																		
CALVET Alain	WD WL	24 - 25 - 27 24 à 27	31.4257																																		
GF des CASTELLASSES	B  WB	47 à 61 - 105 à 113 - 127 à 156 - 164 à 167 - 201 à 211 - 215 - 216 - 221 à 223 - 227 - 247 - 248 - 251 à 270 - 273 à 276 - 278 - 279 - 450 à 486 - 524 - 525 - 529 à 536 - 544 102 à 109	51.2507																																		
BOULBET Jean- Claude	WH  WI WK	17  1 - 2 - 16 à 20 - 25 - 26 - 28 à 30 - 38 à 44 - 48 - 52 - 55 - 64 à 66 - 70 - 112 21 - 23 à 25 - 46 - 47 - 51 - 52 - 54 - 55 - 57 - 61 - 62 - 64 - 66 - 67 - 117	49.9267																																		
ILHAT Marc Ilot N-E	B	348 à 351 - 353 - 359 à 363 - 365 - 379 - 381 - 382 - 412 - 553 - 555 - 571	33.7865																																		
ILHAT Guy	A WA	24 - 25 - 27 - 30 - 45 à 47 - 265 - 274 à 279 - 346 - 1018 - 1057 à 1063 10	25.4754																																		
ILHAT Richard	A	370 - 371 - 374 à 377 - 714	21.1320 <sup>14</sup>																																		



ILHAT Marc Ilot OUEST	A	223 à 232 - 234 à 248 - 255 - 257 - 258 - 262 à 264 - 268 à 270 - 362 à 369 - 372 - 373 - 378 à 384 - 392 - 393 - 395 - 396 - 398 à 402 - 406 à 408 - 414 à 416 - 422 à 424 - 431 à 433 - 707 à 709 - 711 à 713 - 1013 à 1017 - 1019	
	WA WN	3 - 7 - 62 - 97 1 - 4 - 6	67.8175
GOMEZ Francisco	A	725 à 729 - 901 à 908 - 921 à 923 - 926 - 931 à 957 - 962 - 964 à 970 - 985 - 990 - 1001 à 1003	
	WM	1 - 6 - 7	49.0330
PEILLE Jean- Luc	WA	8 - 9 - 11 - 13 - 14 - 16 à 19 - 22 à 35 - 37 - 41 à 44 - 46 - 49 à 53 - 63 - 66	39.1689
<u>Pas d'apports</u>			

En conclusion, le territoire de la commune qui devra être soumis à l'action de l'A.C.C.A. de RIVEL est approximativement de :

**1325ha 67a 04ca**

**ANNEXE II A L'ARRETE PREFECTORAL DU 15/01/2018  
MODIFIANT LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS  
A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE  
AGREEE DE RIVEL**

Circulaire F/3/C 4 580  
du 8 août 1967

Modèle 11 ter

**ENCLAVES**

(Voir observations au Verso)

COMMUNE 1	SECTION 2	DESIGNATION DES TERRAINS 3	OBSERVATIONS 4
RIVEL	WA	12, 15, 36.	Dans l'opposition PEILLE.
	A B	266, 267, 1008. 342, 570.	Entre les oppositions ILHAT Marc et les limites de commune.
	B	562 à 567.	Dans l'opposition du GF des Castellasses.
	WI WK	53, 54. 22.	Dans l'opposition BOULBET.
	A	1, 2, 6, 10 à 14.	Entre l'opposition ILHAT Guy et la limite de commune.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE

MINISTÈRE DU TRAVAIL

DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,  
DE LA CONCURRENCE,  
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL  
ET DE L'EMPLOI D'OCCITANIE

UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE L'AUDE

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP 200 056 406  
et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1  
du code du travail**

Le Préfet de l'Aude,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu les articles L. 7231-1 à L. 7234-1 du code du travail et les décrets pris pour leur application ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 mars 2017 portant délégation de signature à M. Christophe LEROUGE, Directeur régional des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Occitanie ;

Vu l'arrêté du 20 mars 2017, portant subdélégation de signature de Monsieur Christophe LEROUGE, Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Occitanie à Madame Isabel DE MOURA, Directrice régionale adjointe, Responsable de l'Unité Départementale de l'Aude de la DIRECCTE Occitanie ;

**Constate :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité départementale de l'Aude, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, par **Madame Valérie BOUCABEILLE**, en qualité de directrice, pour l'organisme **SAD CIAS des Pyrénées Audoises** dont l'établissement principal est situé 1 Avenue François Mitterrand, 11500 QUILLAN, et enregistré sous le N° SAP 200 056 406 pour les activités suivantes :

**Activités relevant uniquement de la déclaration (modes prestataire et mandataire) :**

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage
- Soins esthétiques personnes dépendantes
- Préparation de repas à domicile
- Livraison de courses à domicile
- Assistance informatique à domicile
- Assistance administrative à domicile
- Interprète en langue des signes
- Conduite du véhicule personnes ayant besoin d'une aide personnelle temporaire (hors PA/PH)
- Accompagnement des personnes ayant besoin d'aide personnelle temporaire (hors PA/PH)
- Assistance aux personnes ayant besoin d'une aide personnelle temporaire (hors PA/PH)
- Coordination et délivrance des SAP

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE)  
Occitanie

Unité départementale 320, chemin de Maquens - CS 70069 - 11890 Carcassonne-cédex 9 -

Téléphone : 04 68 77 25 77 - Fax : 04 68 77 79 50

[www.occitanie.direccte.gouv.fr](http://www.occitanie.direccte.gouv.fr)

**Activités relevant de la déclaration et soumises à agrément de l'État (modes prestataire et mandataire) :**

- Accompagnement des PA-PH (dpt : 11)
- Aide/Accompagnement familles fragilisées (dpt : 11)
- Assistance aux personnes âgées (PA) (dpt : 11)
- Assistance aux personnes handicapées (PH) (dpt : 11)
- Conduite du véhicule des PA-PH (dpt : 11)

**Activités relevant de la déclaration et soumises à autorisation (modes prestataire et mandataire) :**

- Accompagnement des PA-PH (dpt : 11)
- Aide/Accompagnement Familles Fragilisées (dpt : 11)
- Assistance aux personnes âgées (PA) (dpt : 11)
- Assistance aux personnes handicapées (dpt : 11)
- Conduite véhicule PA / PH (dpt : 11)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à CARCASSONNE, le 9 janvier 2018

Pour le préfet et par délégation du directeur régional,  
des entreprises, de la concurrence, de la consommation,  
du travail et de l'emploi de la région Occitanie,  
La directrice régionale adjointe  
Responsable de l'Unité Départementale de l'Aude,



Isabel DE MOURA



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
MINISTÈRE DU TRAVAIL

*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,  
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL  
ET DE L'EMPLOI D'OCCITANIE*

*UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE L'AUDE*

**Arrêté modificatif portant agrément  
d'un organisme de services à la personne  
N° SAP 200 056 406**

Le Préfet de l'Aude,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la loi N°2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale ;

Vu le Code du Travail et notamment les articles L 7231-1 à L 7234-1 et les décrets pris pour leur application ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu l'article 4 de l'ordonnance n° 2005-1477 du 1<sup>er</sup> décembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux procédures d'admission à l'aide sociale et aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu les décrets N°2011-1132 et n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives aux chèques emploi-service universel et aux services à la personne ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2011 fixant le cahier des charges relatif à l'Agrément prévu par les articles L 7231-1 et L 7234-1 du code du travail ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 mars 2017 portant délégation de signature à M. Christophe LEROUGE, Directeur Régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Occitanie ;

Vu l'arrêté du 20 mars 2017, portant subdélégation de signature de Monsieur Christophe LEROUGE, Directeur Régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Occitanie à Madame Isabel de Moura, Directrice Régionale Adjointe, Responsable de l'Unité Départementale de l'Aude de la DIRECCTE Occitanie ;

Vu le cahier des charges prévu à l'article R.7232-6 du code du travail ;

Vu l'arrêté préfectoral portant agrément du SAD SIAS des Pyrénées Audoises à QUILLAN (11500) en date du 4 janvier 2016 ;

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup>

L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2016 susvisé est modifié comme suit : « Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées en qualités de prestataire et mandataire ».

Les reste est sans changement.

### Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DIRECCTE - unité départementale de l'Aude ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - mission des services à la personne, 6 rue Louise Weiss, 75703 PARIS cedex 13.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant Tribunal Administratif de MONTPELLIER, 6 rue Pitot, 34063 MONTPELLIER.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à CARCASSONNE, le 9 janvier 2018

Pour le préfet et par délégation du directeur régional,  
des entreprises, de la concurrence, de la consommation,  
du travail et de l'emploi Occitanie  
La directrice régionale adjointe,  
Responsable de l'unité départementale de l'Aude



Isabel DE MOURA



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
PRÉFET DE L'AUDE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Région Occitanie  
Unité territoriale Aude/Pyrénées-Orientales  
A2

**ARRETE PREFECTORAL N° 2018 - 002**  
**portant agrément de Monsieur GUIRAUD Jean Pierre à PIEUSSE**  
**pour ses installations de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage**  
**Agrément n° PR-11-000 18 D**

Le Préfet de l'Aude,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement, notamment les titres I et IV de son livre V et notamment son article L 541 22 .

VU le titre premier de la partie réglementaire du livre V du Code de l'Environnement et en particulier ses articles R. 181-45 et R181-46 du code de l'environnement :

VU le décret n° 91-732 du 26 juillet 1991 modifié relatif à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie .

VU le décret n° 2003-727 du 1er août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage, notamment ses articles 9 et 11.

VU le décret n° 2011-153 du 4 février 2011 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de gestion des véhicules hors d'usage et des déchets d'équipements électriques et électroniques.

VU l'arrêté du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des Véhicules Hors d'Usage.

VU l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des installations de centre VHU et des installations de broyage de Véhicules Hors d'Usage.

VU l'arrêté préfectoral n° 52 en date du 22 mai 1987 autorisant Monsieur GUIRAUD Jean-Pierre à exploiter un dépôt de carcasses de véhicules sur le territoire de la commune de PIEUSSE.

VU l'arrêté préfectoral n° 2008-11-6864 en date du 21 janvier 2009, modifiant les conditions d'exploitation d'exploitation d'un dépôt de carcasses de véhicules sur le territoire de la commune de PIEUSSE.

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-11-3310 en date du 20 novembre 2009 portant agrément de Monsieur GUIRAUD Jean-Pierre pour ses installations de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage.

VU l'arrêté préfectoral 2011-350-0007 du 27 décembre 2011 actualisant le classement des installations classées pour la protection de l'environnement concernées par la nouvelle nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement déchets.

VU la demande de mise en conformité d'agrément, présentée le 4 octobre 2017 par Monsieur GUIRAUD Jean-Pierre domicilié route de Carcassonne 11300 PIEUSSE en vue d'effectuer le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage.

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 janvier 2018.

CONSIDERANT que la demande d'agrément présentée le 4 octobre 2017 par Monsieur GUIRAUD Jean-Pierre domicilié route de Carcassonne à 11300 PIEUSSE comporte l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des installations de centres VHU et des installations de broyage des véhicules hors d'usage.

CONSIDERANT que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de l'exploitant et n'a fait l'objet d'aucune observation particulière.

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Aude ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

Monsieur GUIRAUD Jean-Pierre est agréé pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage, pour son établissement route de Carcassonne - 11300 PIEUSSE, occupant une superficie totale de 9369 m<sup>2</sup>.

### **ARTICLE 2**

L'agrément est délivré pour une durée de 6 ans à compter de la date de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 3**

Monsieur GUIRAUD Jean-Pierre est tenu, dans l'activité pour laquelle il est agréé à l'article 1 du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

### **ARTICLE 4**

Les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet équivalent.

Le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel respecte les critères de qualité suivants :

- PH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 s'il y a neutralisation alcaline).
- Matières en suspension totales inférieures à 100 mg/l si le flux maximal journalier est inférieur à 15 kg/j sinon, la valeur de 35 mg/l sera retenue.
- Hydrocarbures totaux inférieurs à 10 mg/l.
- Plomb inférieur à 0,5 mg/l.



## **ARTICLE 5**

Monsieur GUIRAUD Jean-Pierre est tenu, d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

## **ARTICLE 6 : AFFICHAGE ET PUBLICITE**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement :

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de PIEUSSE et pourra y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché en Mairie de PIEUSSE pendant une durée minimum d'un mois ; le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aude pendant une durée minimum d'un mois.

## **ARTICLE 7 : RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès de la juridiction administrative :

- par les pétitionnaires ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée.
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues à l'article 6 ci-dessus ;

- la publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue à l'article 6 ci-dessus.

- Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

- Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

## **ARTICLE 8**

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, de la région Occitanie, le Maire de PIEUSSE, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude et dont une ampliation est notifiée à Monsieur GUIRAUD Jean-Pierre dont le siège social est fixé route de Carcassonne 11300 PIEUSSE.

Carcassonne, le 9 janvier 2018

Le Préfet  
signé

Alain THIRION

## CAHIER DES CHARGES ANNEXE A L'AGREMENT N° PR-11-00018D

*Conformément à l'article R 543-164 du Code de l'Environnement :*

1°) Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage :

- les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;
- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
- les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;
- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;
- les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.

2°) Les éléments suivants sont extraits du véhicule :

- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;
- composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;
- verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2013.

3 °) L'exploitant du centre VHU est tenu de contrôler :

L'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces destinées à la réutilisation peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du code de la consommation.

La vente aux particuliers de composants à déclenchement pyrotechnique est interdite.

Les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides.

Seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au 1° du présent article.

4°) L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :

- Les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, ne peuvent être remis qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre état membre de la Communauté européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;

- Les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.

5 ° ) L'exploitant du centre VHU est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement.

Cette déclaration comprend :

a) Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ;

b) Le nombre et le tonnage des véhicules pris en charge ;

c) L'âge moyen des véhicules pris en charge ;

d) La répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle ;

e) Le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage préalablement traités remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, à des broyeurs agréés, et répartis par broyeur agréé destinataire ;

f) Le tonnage de produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers ;

g) Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints ;

h) Les noms et coordonnées de l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges ;

Le cas échéant, le nom du ou des réseau(x) de producteur(s) de véhicules dans lequel s'inscrit le centre VHU.

Lorsqu'un transfert de véhicule(s) hors d'usage est opéré entre deux centres VHU agréés, l'obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164 pèse sur l'exploitant du premier centre VHU agréé qui a pris en charge le véhicule. Dans ce cas, le deuxième centre VHU agréé a l'obligation de communiquer au premier centre VHU agréé les données nécessaires à ce dernier pour répondre à son obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164.

La communication de ces informations pour l'année n intervient au plus tard le 31 mars de l'année n + 1.

Le contenu de la déclaration est vérifié et validé par l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges avant le 31 août de l'année n + 1. A partir de 2013, l'organisme tiers réalise également une validation en ligne de la déclaration.

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie délivre un récépissé de déclaration. La fourniture de ce récépissé est une des conditions nécessaires au maintien de l'agrément préfectoral

6°) L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels il collabore ou avec lesquels il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.

7°) L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition de l'instance définie à l'article R. 543-157-1 les données comptables et financières permettant à cette instance d'évaluer l'équilibre économique de la filière.

8°) L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, et notamment de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat.

9°) L'exploitant du centre VHU est tenu de constituer, le cas échéant, une garantie financière, dans les conditions prévues à l'article L. 516-1 du code de l'environnement.

10°) L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :

- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;

- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraissureurs ;

- les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ;

- les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ;

- les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigels, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ;

- les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques ;

- les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;

- le demandeur tient le registre de police défini au chapitre I er du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.

11°) En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés ;

12°) En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est également tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques en particulier, il s'assure que les performances des broyeurs à qui il cède les véhicules hors d'usage qu'il a traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du code de l'environnement.

13°) L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.

14°) L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.

15°) L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date du 9 janvier 201

Le Préfet

signé

Alain THIRION